

LE COMPORTEMENT PREVISIBLE DES CHEFS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES DANS LES  
DIX PROCHAINES ANNEES. VARIABLES MACRO-ECONOMIQUES ET CONSEQUENCES POLITIQUES.

Jorge Schvarzer

Le comportement des chefs d'entreprises industrielles dépend d'une série de variables dont la liste exhaustive et l'importance relative sont un motif permanent de polémiques parmi les spécialistes. Les différents observateurs mettent plus ou moins l'accent sur les aspects sociaux, historiques, technologiques et économiques ; parmi ces derniers, certains séparent les facteurs macro-économiques et micro-économiques.

Les résultats obtenus grâce à chacune de ces approches sont indispensables pour tout approfondissement de l'analyse, mais ils rendent difficile une vision globale du phénomène. Afin de remédier à cet inconvénient, nous essayerons dans ce texte, de présenter une vision stylisée du comportement patronal en Argentine, en choisissant les données macro-économiques que nous pensons être cruciales même si elles ne sont pas uniques, comme nous venons de le dire. La proposition consiste à examiner ces éléments macro-économiques au cours de deux périodes: au début des années 70 et à la fin des années 80. La première période servira de point de comparaison avec le développement ultérieur d'un certain mode de fonctionnement patronal; la seconde, pour des raisons évidentes, est située dans l'actualité et coïncide avec les éléments de changement qui semblent décisifs pour dégager quelques idées sur ce que sera l'économie argentine dans les dix prochaines années.

Dans les deux cas, la présentation sera synthétique en ce sens que ne seront abordés que les aspects essentiels et ceci, de façon très concrète. Ce choix est induit par les limites matérielles imposées à l'article, ce qui oblige à présenter succinctement les idées et à supprimer toute référence à d'autres thèmes pour suivre le fil du discours. En d'autres termes, les raisons et les critères de choix ou d'omission qui ne sont pas nécessairement partagés par le lecteur sont abandonnés à une discussion postérieure.

LE MODELE AU DEBUT DES ANNEES 70

La production industrielle argentine au début des années 70 se développait dans un marché fermé qui définissait ses règles de comportement.

La demande finale restait prisonnière de l'offre qui imposait ses conditions; s'il est vrai que la demande fluctuait en fonction des variations des revenus ( et d'autres conditions conjoncturelles ), ses relations avec l'offre se formaient à partir de sa capacité à l'absorber.

Un système douanier complexe, aux tarifs élevés (BERLINSKY,1978), lié à l'interdiction d'importer toute une série de biens, protégeait le patronat local d'une possible concurrence externe. Les achats de biens industriels à l'extérieur se limitaient aux fournitures et aux équipements nécessaires à la production locale; d'autre part, les exportations de produits industriels étaient pratiquement insignifiantes. La seule exception provenait de certains dérivés de biens primaires (viandes, huiles) basés sur les avantages comparatifs des produits agricoles du pays; ces produits demandaient une faible élaboration et ne pouvaient pas être considérés comme un exemple de compétitivité industrielle.

Les exportations industrielles étaient minimes en terme de valeur ajoutée par le secteur et peu significatives par rapport aux ventes totales du pays à l'extérieur.L'industrie, en outre, était dépendante des importations de produits qui ne concurrençaient pas la production locale. Le secteur était, par conséquent, fermé et dépendant.

Pour l'économie nationale, le fournisseur de devises était le secteur agricole de la Pampa; ses richesses naturelles lui permettaient de produire, sur le marché mondial, à des prix très compétitifs. L'agriculture en exportant, permettait à l'industrie et à d'autres secteurs, de satisfaire, grâce aux devises obtenues, sa demande de biens importés; curieusement, cette particularité était présentée comme un mérite. Dans les polémiques de l'époque, on écartait pratiquement la possibilité pour l'industrie d'exporter en quantités et valeurs suffisantes pour satisfaire ses demandes de devises.

Le système fonctionnait selon une claire division du travail: une agriculture efficace et compétitive, et une industrie nécessaire mais limitée et conditionnée par le marché interne. L'idée même de ce qu'on a appelé " l'industrialisation substitutive des importations " impliquait que ce secteur générât ses devises en se substituant aux importations mais non pas en partant à la conquête du marché mondial.

Ce système fut décrit dans divers ouvrages (cf Canitrot 1980, Sabato et Schwarzer 1983) et sa logique débouche sur une lutte continuelle pour s'appropriier l'excédent provenant de la différence de la valeur de production agricole entre les prix internationaux et les prix internes. L'efficacité relative de l'agriculture de la Pampa offrait une " rente comparative à l'échelle nationale " qui générait une lutte importante à l'intérieur de l'économie nationale. A travers des types de change différents pour certains biens ou grâce à une rétention, ou à un impôt direct à l'exportation, une partie de cette rente était captée par l'Etat ou par des secteurs sociaux étrangers aux producteurs agricoles qui eux, la réclamaient comme leur.

Cette lutte impliquait la possibilité pour les secteurs " urbains ", c'est-à-dire les entrepreneurs et les salariés, d'agir ensemble pour capter une partie de l'excédent. Ceci nous paraît être un facteur clef pour comprendre la dynamique des chefs d'entreprises, car la lutte potentielle existant entre eux et les travailleurs lorsqu'il s'agit du montant des salaires, ne se résolvait pas, normalement, par un combat direct ni à travers des changements technologiques. La possibilité d'une action conjointe entre les travailleurs et les patrons face au secteur agricole entraînait d'importantes conséquences sociales et économiques. Tout d'abord, elle réduisait " la lutte des classes " à des affrontements mineurs et conjoncturels et permettait la collaboration des deux partenaires à des niveaux tels qu'ils auraient surpris des observateurs de pays développés; on peut supposer de surcroît que la croissance et le prestige de partis qui proposaient pour le développement " une alliance de classes ", s'appuyaient dans une certaine mesure sur ce fait objectif, bien au-delà des avantages politiques potentiels qu'offrait ce type de solution. D'autre part, il est également intéressant d'observer que le déplacement du conflit réduisait la pression sociale pour que les dirigeants modernisent leurs entreprises; le processus normal dans d'autres économies, d'un développement basé sur les investissements " défensifs " d'entrepreneurs essayant de contre-carrer la pression syndicale était très peu présent en Argentine.

Ce modèle de fonctionnement réduisait de façon significative les pressions objectives de l'ensemble de l'économie sur les décisions patronales qui auraient permis de consolider le progrès technologique, et par conséquent, le développement global.

L'industrie, en général, ne recevait aucune pression du côté de la demande car elle disposait de marchés contrôlés. Elle n'avait pas, non plus, à s'affronter à la concurrence interne dans la mesure où prédominaient les structures oligopolistiques et les stratégies de prix qui protégeaient les producteurs les moins efficaces ; diverses études signalent la présence de prix "parapluie" permettant simultanément des gains importants aux producteurs avec des coûts élevés (Mallon et Sourrouille 1976). Finalement, la possibilité d'un accord avec les travailleurs pour capter les excédents dérivant des avantages comparatifs agricoles, éliminait un autre facteur stimulateur de progrès technique. C'est-à-dire que divers processus conditionnant le développement technico-économique du secteur industriel n'étaient pas présents en Argentine ou agissaient faiblement durant cette période.

Il ne s'agit pas d'une stagnation de l'industrie. Au contraire, le début des années 70 marque la plénitude d'un long cycle de croissance quantitative et qualitative de la production. Mais cette croissance n'intégrait pas suffisamment le progrès technique pour dynamiser le développement de l'économie argentine. En s'installant, les nouvelles usines amélioraient la moyenne technologique locale mais en la situant à un niveau insuffisant ; dans la mesure où les anciennes entreprises maintenaient des technologies et des processus de fabrication vieillissés et où les nouvelles qui s'installaient ne choisissaient pas toujours sur le marché mondial les plus appropriés, le secteur industriel dans son ensemble, restait retardataire, fermé et incapable de résoudre les problèmes posés à l'économie nationale.

Ces phénomènes induisaient des processus redistributifs horizontaux (entre secteurs) plus que verticaux (des privilégiés vers les moins privilégiés) et encourageaient un processus inflationniste déjà significatif à cette époque par rapport à l'expérience mondiale. Au milieu de ce flux ininterrompu de transferts de richesses, la possibilité d'augmenter ses revenus à partir d'une heureuse décision était beaucoup plus importante que ce qui aurait été obtenu par un éventuel accroissement de la productivité ; l'attitude des agents économiques était orientée vers le court terme et la spéculation.

Le système offrait de rares possibilités de changement. Plus encore, on pourrait dire que la vision de chacun des intéressés tendait davantage à maintenir, ou à améliorer sa position dans l'ensemble plutôt qu'à changer les règles du jeu.

L'Etat chercha une solution à cet état de choses à travers diverses tentatives que l'on pourrait définir, a posteriori, comme des mesures qui visaient à modifier le système en dépassant ou en éludant la résistance au changement des différents acteurs. Au cours de ces années, il y eut une politique axée sur l'amélioration technologique de la production agricole qui eut d'importantes répercussions sur l'offre de grains et d'oléagineux, à partir du milieu des années 70. A partir de subventions pour acheter des équipements et de la diffusion de nouvelles technologies, l'Etat a réussi à transformer le système productif de la Pampa qui a notablement augmenté les volumes produits ( voir Sabato 1979-1981, Obschatko Pineiro 1983 ). Parallèlement a été menée une politique de stimulation à l'installation de nouveaux établissements industriels dans les secteurs de base , avec des technologies modernes et des dimensions suffisantes pour utiliser les économies d'échelle imposées par les nouvelles conditions de production du marché mondial; même si ces usines ont absorbé une somme considérable de subventions, ont été lentes à se mettre en route et n'ont pas toujours donné les résultats attendus, elles ont modifié, au début des années 80, le panorama industriel ( voir SCHVARZER 1978 et 1987 ). Au milieu des années 70, ces processus se combinèrent à une nouvelle stratégie officielle tendant à ouvrir le plus rapidement possible le système financier argentin au marché international. Cette politique fut associée à la décision d'obtenir massivement des crédits externes, ce qui généra l'actuel endettement extérieur du pays et donna lieu à une nouvelle forme de relations entre l'économie nationale et le système financier mondial qu'il paraît difficile de modifier dans les conditions actuelles ( voir Schvarzer 1987 ).

Entre 1974 et 1980, l'économie argentine a traversé une crise profonde dont le dénouement, non seulement n'est pas encore évident, mais l'on peut même penser qu'il n'a pas encore commencé. Le produit brut a stagné, provoquant une importante chute du revenu par habitant; la production industrielle a languï au milieu d'un large processus de réacomodement interne et la crise de la dette a obligé à mettre en place un mécanisme de restructuration économique qui reste en vigueur. Mais derrière ces phénomènes qui demeurent, d'autres, moins visibles mais tout aussi importants, ont donné lieu à un nouveau modèle de fonctionnement industriel que nous analyserons maintenant selon les aspects qui nous intéressent.

## LE MODELE DE LA FIN DES ANNEES 80

La plupart des nouvelles usines implantées au début des années 70 produisaient dans la seconde moitié des années 80, mais dans un marché qui n'avait plus les dimensions prévues à l'origine. La projection d'une croissance continue de la consommation interne avait dû être remplacée par la réalité d'une demande réduite en raison de la crise; toutes ces usines disposaient par conséquent d'un excédent qui ne pouvait être canalisé que sur le marché mondial. C'était particulièrement le cas des industries "de process" qui exigent un fonctionnement continu de l'usine, que ce soit pour des raisons techniques ou pour amortir les coûts énormes des investissements. C'est ainsi que fut mise en place une pratique exportatrice de ces biens industriels qui se développa tout au long des années 80.

Une étude du CEPAL (1987) signale que " le volume physique " des exportations d'origine industrielle passa de 100 en 1973 à 207 en 1985; durant la même période, les exportations d'origine agricole sont passées de 100 à 164. Ces valeurs, mesurées en dollars courants, sont déformées par l'évolution des prix internationaux, et présentent d'importantes variations conjoncturelles sur le court terme, mais elles sont représentatives des tendances à long terme.

Les données statistiques signalent que le rapport entre les exportations et la production industrielle évolua légèrement, passant de 8,5% en 1973 à 9,4% en 1986 ( CEPAL, 1987 ) au milieu de fortes oscillations conjoncturelles.

Une partie importante de ces exportations provenait d'entreprises d'origine agricole, soutenues par l'énorme augmentation de l'offre de la région de la Pampa. En particulier, les huiles se convertirent en l'un des principaux secteurs de vente argentines à l'extérieur, grâce au doublement du volume de l'offre locale en oléagineux; en 1986, ce secteur représentait à lui seul 31% de l'exportation des produits manufacturés. Une autre partie de ces exportations provenait de l'offre des nouvelles installations industrielles de base, bien que parfois ce phénomène ait été comptabilisé dans l'évolution totale des exportations de produits manufacturés d'origine industrielle. Le secteur de la chimie, par exemple, qui exporta 112 millions de dollars en 1973, atteignit la somme de 524 millions en 1986; de même, les industries métallurgiques de

base passèrent de 116 millions à 432 millions de dollars au cours de la même période (CEPAL, 1987), alors que d'autres plafonnaient ou déclinaient.

A la fin des années 80, émerge un secteur industriel exportateur caractérisé par de nouvelles conditions. Il est formé tout d'abord d'entreprises capables d'être compétitives sur la marché mondial, grâce à divers avantages comparatifs qui ne sont pas toujours technologiques mais n'en sont pas moins importants. Il s'agit ensuite d'entreprises qui ont découvert, par expérience plutôt que par théorie, que l'ouverture au marché externe peut être un remède aux problèmes liés à l'affaiblissement de la demande locale, à tel point que cette pratique est devenue l'un des critères de base de leurs stratégies de survie. Il s'agit enfin de très grandes entreprises qui représentent à elles seules un pouvoir potentiel considérable, le phénomène étant renforcé par l'appartenance de plusieurs d'entre elles aux groupes économiques les plus importants du pays.

C'est ainsi qu'a surgi en Argentine, un secteur industriel intéressé par l'ouverture externe, ou du moins vers l'extérieur, ne considérant plus le marché mondial comme il le faisait au début des années 70, et faisant pression pour la poursuite d'une politique de stimulation des exportations industrielles. L'expérience d'autres pays a permis d'imaginer que cette ouverture exportatrice entraînerait la réciproque au niveau de l'importation, en raison des pressions qu'exerceraient les nations touchées par les productions locales; cette pression qui se fait déjà sentir et qui se poursuivra certainement dans le futur, provient, presque naturellement, indépendamment d'autres raisons, des conditions posées.

Ces phénomènes sont liés ou renforcés par certaines décisions économiques. Ces dernières années par exemple, la politique officielle a tenté de soutenir les exportations industrielles par un type de change élevé et stable, en opposition à ce qui se passait dans les décades antérieures; on peut y ajouter la consigne donnée à d'autres secteurs industriels pour qu'ils profitent des possibilités latentes du marché mondial.

La pression pour développer les exportations industrielles provient également des créanciers qui veulent le remboursement de la dette externe, mais nous avons préféré ici laisser cette contrainte de côté, afin de mettre en évidence la présence d'agents internes, renforcés par ces autres causes, mais principaux instigateurs et bénéficiaires.

Il est possible que certains secteurs locaux, affectés par la concurrence externe résistent à l'ouverture. Malgré tout, une estimation du rapport de forces entre les différents groupes permet de supposer que cette politique continuera, même si elle admet des restrictions sectorielles ou des limitations durant certaines périodes. Par conséquent, tout indique que la politique d'exportations industrielles se maintiendra, qu'elle attirera de nouveaux entrepreneurs jusqu'à ce qu'elle devienne une donnée pour les agents économiques.

Cette évolution s'accompagne d'un autre aspect décisif pour esquisser le nouveau panorama macro-économique de l'Argentine. Il consiste en la détérioration importante des prix des produits agricoles que le pays offre sur la marché mondial; il s'agit d'un phénomène que l'on observe au moins depuis le début du siècle ( entraînant de longues polémiques sur ce qu'on a appelé la détérioration des termes d'échange ) mais qui atteint un point décisif lorsque les prix internationaux deviennent tels qu'ils suppriment la rente différentielle à l'échelle internationale dont jouissait le pays.

La brusque remontée des prix internationaux des céréales, au début des années 70, laissa supposer à certains observateurs que la tendance à la baisse pouvait être renversée. Ce n'est pas par hasard qu'en Argentine, à la fin de cette décade, on parla d'un "agropower", réplique du "pétropower", reconnu aux pays producteurs de pétrole sur la marché mondial. Mais l'expérience des années 80 marqua à nouveau et fortement le retour de la tendance à la baisse qui atteignit un niveau minimum vers la fin de 1987 ( voir El Bimestre, n°33 et n°35). A ce moment-là, les prix internationaux ne permettaient pratiquement plus à la production argentine de capter une rente différentielle, et le gouvernement se vit dans l'obligation d'appliquer des mesures compensatrices. L'unification du type de change impliqua une dévaluation destinée à garder aux prix internes des produits agricoles un certain seuil de rentabilité. La brusque hausse de ces prix sur le marché mondial en 1988 indique que le processus descendant continuera, avec des hauts et des bas mais inexorablement; pour la première fois, la conjoncture n'a pas entamé la certitude générale de la tendance descendante des prix dans le futur. Si ce phénomène, comme il le semble, se consolide, deux effets très clairs se feront sentir sur les politiques internes argentines. Tout d'abord, avec la disparition de l'excédent généré par la rente différentielle à l'échelle interna-

tionale s'épuisent les possibilités de lutte pour sa répartition et les transferts entre secteurs ( et spécialement celui du secteur agricole vers les secteurs urbains) seront plus difficiles. Il n'est pas évident que les agents économiques réagiront spontanément ou rapidement devant ce nouvel état des choses; on peut supposer que la lutte continuera pendant un certain temps jusqu'à ce que l'absence de résultats ou la résistance de ceux qui ont le plus à perdre, modifie la conduite des participants. L'autre aspect décisif consiste en la possibilité d'un accord entre le secteur industriel exportateur et les producteurs de la Pampa pour défendre un type de change unique et élevé qui puisse soutenir leurs activités, à partir du moment où ils seront convaincus de la disparition de l'excédent.

Ce bloc industrie-agriculture très puissant en lui-même, sera renforcé par la pression des secteurs financiers voulant consolider leurs liens avec le marché mondial à travers un type de change unique. La présence économique et sociale de ces trois secteurs, parfois liés dans des groupes économiques plus importants, permet de supposer qu'il y aura une pression interne pour consolider un modèle exportateur, modifiant profondément les conditions de fonctionnement de l'économie argentine par rapport à celles qu'on observait au début des années 70.

#### LES CONSEQUENCES ECONOMICO-SOCIALES

Si les hypothèses antérieures sont exactes, l'Argentine abordera les années 90 avec un modèle de fonctionnement qui permet de prévoir plusieurs caractéristiques décisives.

La tendance exportatrice des chefs d'entreprise combinée à une ouverture réciproque à l'importation de biens similaires à ceux qui sont produits localement, pourrait entraîner un nouveau dynamisme du patronat industriel. On peut supposer que la concurrence augmentera et que certains seront disposés à chercher sur le marché mondial des bénéfices additionnels. Auquel cas, le secteur patronal devra contrôler les salaires en fonction du rapport coût/productivité de la main d'oeuvre locale par rapport à la main d'oeuvre internationale. L'ancienne possibilité de transférer à d'autres secteurs internes les majorations de coûts salariaux ayant disparue, l'alliance

implicite qui liait les entrepreneurs aux salariés de l'industrie tendra à se rompre. L'affrontement entre eux sera plus dur et l'on peut espérer qu'une des réponses des premiers consistera à accélérer les investissements productifs qui augmentent la productivité du travail.

Ce conflit social interne au secteur industriel sera accompagné par un renforcement de la cohésion entre les entrepreneurs industriels et les entrepreneurs agricoles autour d'une stratégie commerciale orientée vers le marché mondial. C'est à dire que l'on peut imaginer une alliance de type "classique" entre les secteurs patronaux affrontés à leur tour au monde du travail. La disparition de l'excédent sera l'autre élément qui fortifiera ce réajustement d'alliances implicites.

En intégrant le marché mondial, l'économie locale tendra à opérer davantage avec des prix "provenant" de l'extérieur qu'avec des valeurs établies au niveau interne, que ce soit pour ceux qui fixent les prix, pour l'Etat ou pour les accords salariaux de branche. Ce phénomène que Canitrot (1980) a appelé de "discipline" des producteurs lors du premier essai qui aille dans ce sens dans les années 79-80, s'appuie sur des bases idéologiques qu'on ne doit pas ignorer bien qu'elles aient été peu diffusées. Par ailleurs, (Schvarzer, 1987) nous avons cité l'opinion d'observateurs qui considéraient l'intégration avec d'autres marchés comme "une base de discipline économique irréversible" tant en ce qui concerne le système des prix que le maniement du système monétaire et financier. La discipline engendrée par l'ouverture externe, accompagnée d'une pression dans le même sens due à l'endettement, s'observe déjà dans la politique budgétaire et financière du secteur public. Celle-ci n'a pas pu ne pas supporter les conséquences d'une quelconque transgression à certaines contraintes "objectives" de la conjoncture. Les effets de cette discipline se feront sentir avec force dans le secteur industriel, sur les entrepreneurs et les salariés, si les précédentes hypothèses se vérifient dans la pratique.

Il faut remarquer que rien ne permettra de convertir ces processus en solutions magiques aux problèmes de l'économie et de la société argentine. Il faudra observer attentivement la réaction des patrons et des travailleurs face aux nouveaux signaux de la conjoncture, avant de pronos-

tiquer la possibilité d'obtenir des résultats positifs en terme de croissance et d'offres de biens. Il est évident que si les dirigeants se limitent aux réflexes spéculatifs acquis ces dernières années ou pire encore, s'ils optent pour un chemin qui tende simplement à réduire les salaires pour maintenir leurs profits, les résultats macro-économiques seront négatifs. De même manière, on peut dire qu'une résistance totale et sans concessions de la part des travailleurs au fonctionnement d'un modèle qui requiert des règles du jeu distinctes de celles qui étaient appliquées traditionnellement, pourrait entraîner des résultats pervers dans le futur prévisible.

Le nouveau modèle offre certaines possibilités d'évolution positive si les secteurs économiques et sociaux découvrent la manière de s'adapter de façon adéquate aux règles de fonctionnement. Mais évidemment pèsent la routine, la tendance à reproduire les réflexes du passé et le manque de clarté du nouveau chemin dont le tracé reste encore obscur.

A l'inverse, une adaptation rapide des acteurs permettrait d'explorer en profondeur les horizons de cette nouvelle possibilité et peut-être, de modifier les perspectives pour l'économie argentine. Pour l'instant, on ne peut qu'explorer les premiers indices d'une possibilité de changement structurel, qui, s'il existe, aura de profondes répercussions sociales et politiques; ensuite commencent les conditionnels et les objections, c'est pourquoi nous terminons là cette présentation.

Traduit de l'espagnol par Thérèse Bunel

## BIBLIOGRAFIA

BERLINSKY, Julio (1978) : " Protección arancelaria de actividades seleccionadas en la industria manufacturera argentina ". Ministerio de Economía, Buenos Aires.

CANITROT, Adolfo (1980) : " La disciplina como objeto de la política económica. Un ensayo sobre el programa económico del gobierno argentino desde 1976 ". en Desarrollo Económico, Nº 76, Buenos Aires.

CEPAL (1987) : " Industrialización y exportación de manufacturas en la Argentina. Evolución estructural y apertura exportadora ". Mimeo, Octubre.

MALLON, Richard y SOURROUILLE, Juan (1970) : La política económica en una sociedad conflictiva . El caso argentino. Amorrortu, Buenos Aires.

OBSCHATKO, E.S. de y PINEIRO, M. (1983) : Agricultura pampeana: cambio tecnológico y sector privado. CISEA, Buenos Aires.

SABATO, Jorge (1979) : " Las políticas públicas frente al estancamiento y la transformación del agro pampeano ". MIMEO, CISEA, Buenos Aires.

SABATO, Jorge, SCHVARZER, Jorge (1983) : " Funcionamiento de la economía y poder político en la Argentina: trabas para la democracia ", reproducido en SABATO, Jorge : La clase dominante en la Argentina moderna. Formación y características. CISEA-GEL, Buenos Aires, 1988.

SCHVARZER, Jorge (1978): "Estrategia industrial y grandes empresas: el caso argentino" en Desarrollo Económico, Nº.71, Buenos Aires.

SCHVARZER, Jorge (1987): Promoción industrial en la Argentina. Características, evolución y resultados. CISEA, Buenos Aires.

SCHVARZER, Jorge (1987): La politica economica de Martinez de Hoz.  
Hyspamerica, Buenos Aires.

Revista EL BIMESTRE. CISCA, Buenos Aires: N°33 (1987): "Precios internos  
y externos de los productos agrarios pampeanos (1983-87) ". Mayo-Junio;  
n°35 (1987): "Exportaciones argentinas: su peor momento ". Eptiembre-October.

les cahiers  
n° 8 - 1989

**N° spécial ARGENTINE**

J. Bunel  
E. Lavigne  
J. Neffa  
M. Novick  
H. Palomino  
J. Schvarzer  
J. Walter